



DECISIONS PRESENTÉES AU

CONSEIL MUNICIPAL DU

29 SEPTEMBRE 2016

Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisyselec.fr



Décisions présentées au Conseil Municipal du 29 septembre 2016

DM16_64	26/05/2016	Approbation du contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle passé entre l'association Pulcinella - Ophélie Gaillard, le Théâtre des Bergeries et la Ville de Noisy-le-Sec
DM16_65	11/07/2016	Approbation du contrat de prêt à hauteur de 2 800 000 € financement pour le programme d'investissement 2016 et contracté entre la Caisse des dépôts et Consignations et la Ville de Noisy-le-Sec
DM16_66	05/07/2016	Approbation du contrat de prêt à hauteur de 5 000 000 € financement pour le programme d'investissement 2016 et contracté entre la Caisse d'Epargne Île-de-France et la Ville de Noisy-le-Sec
DM16_67	20/06/2016	Procédure adaptée n° 2014/4546 Contrôle des équipements des aires de jeux - Avenant n° 1 au contrat signé avec CERES CONTROL
DM16_68	30/06/2016	Approbation de la convention dans le cadre d'une résidence artistique de commissaire d'exposition passée entre Vanessa DESCLAUX et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes mains dans mes chaussures")
DM16_69	30/06/2016	Approbation de la convention de présentation d'œuvres passée entre Alicia FRANKOVICH et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Les Limbes")
DM16_70	01/07/2016	Achat d'un véhicule Renault Kangoo Maxi
DM16_71	16/07/2016	Appel d'Offres Ouvert 2016/4596 Nettoyage des locaux et des vitres des bâtiments de la Ville - Approbation du contrat avec Guilbert Propreté
DM16_72	06/07/2016	Cession de véhicule Piaggio Porter immatriculé CV-609-CB
DM16_73	06/07/2016	Approbation de la convention de présentation d'œuvre passée entre Myriam LEFKOWITZ et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Les Limbes")
DM16_74	11/07/2016	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre ICINORI et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes mains dans mes chaussures")
DM16_75	25/07/2016	Exercice du droit de préemption urbain sur un appartement sis 7 rue Anatole France à Noisy-le-Sec
DM16_76	19/07/2016	Mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation au profit de Madame CHAPUIS-SCHMITZ
DM16_77	13/07/2016	Approbation de la convention de cession de droits passée entre Delphine CHAPUIS-SCHMITZ et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : "Tes Mains Dans Mes Chaussures")
DM16_78	19/07/2016	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur passée entre Marie PROYART et la Ville pour la Galerie Centre d'Art Contemporain (Exposition : " Tes Mains Dans Mes Chaussures")

Décisions présentées au Conseil Municipal du 29 septembre 2016

DM16_79	11/08/2016	Approbation de la convention de cession de droits d'auteur et de diffusion passée entre Zoé GRAY et la Ville pour la Galerie d'Art Contemporain (Édition Monographie Emmanuelle LAINE)
DM16_80	04/08/2016	Appel d'offres ouvert 2016/4600 - Location, pose et dépose de décors lumineux, prestations électriques pour manifestations locales - Approbation du contrat passé avec Entreprise Michel FERRAZ (CITEOS)
DM16_81	28/07/2016	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation passé entre l'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France " Sage Comme un Orage"
DM16_82	28/07/2016	Approbation du contrat de cession des droits d'exploitation passé entre l'Union Nationale des Jeunesses Musicales de France 'FINN Mc COOL ... LEGENDS D'EIRES"
DM16_83	10/08/2016	Procédure adaptée marché MD 16/0001 Etude de mise en accessibilité de trois points d'arrêt de bus - Approbation du contrat avec études de structures et d'équipements
DM16_84	12/08/2016	Marché à procédure adaptée n°2015/4585 Mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une procédure type loi MOP dans le cadre de la construction d'un groupe scolaire de 32 classes et du gymnase associé - Approbation de l signature de l'avenant n°1
DM16_85	18/08/2016	Délégation du droit de préemption urbain au profit de l'établissement public foncier Ile-de-France (EPFIF) dans le cadre de l'aliénation d'un pavillon sis au 16 rue de Paris à Noisy-le-Sec
DM16_86	18/08/2016	Exercice du droit de préemption urbain sur un pavillon sis 11 avenue de Gagny à Noisy-le-Sec
DM16_87	02/09/2016	Abonnement téléphonique au réseau MPLS IP de la liaison d'alarme Police B2P Ramses Evolution II - Approbation du contrat signé avec la société GS4
DM16_88	02/09/2016	Maintenance du logiciel PELEHAS FULL WEB - Approbation du contrat signé avec la société Agence Française Informatique
DM16_89	29/06/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Les Compagnons de Pierre MENARD et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_90	17/06/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Raymond et Merveilles et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_91	17/06/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre Raymond et Merveilles et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_92	31/08/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation entre ART'VERNE Productions et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier

Décisions présentées au Conseil Municipal du 29 septembre 2016

DM16_93	31/08/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation entre ART'VERNE Productions et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_94	31/08/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation entre ART'VERNE Productions et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier
DM16_95	06/09/2016	Approbation de la convention de cession des droits d'exploitation passée entre La Compagnie du Rouge Gorge et la Ville pour la Médiathèque Roger Gouhier

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/06/2016 N° 16-64
Reçu en préfecture le 28/06/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160526-DM16_64-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE PASSEE L'ASSOCIATION PULCINELLA – OPHELIE GAILLARD, LE THEATRE DES BERGERIES ET LA VILLE DE NOISY LE SEC

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122-18 et L2122-22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle entre l'Association Pulcinella – Ophélie Gaillard, le Théâtre des Bergeries et la Ville pour un spectacle qui aura lieu le 26 Mai 2016 au Théâtre des Bergeries, ,

D E C I D E

Article 1 : Approuve le contrat ci-dessus mentionné, et sa participation financière à hauteur de 3.600 euros TTC (Trois mille six cents euros toutes taxes comprises) en qualité de co-organisateur.

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la représentation du 26 mai 2016 au Théâtre des Bergeries à 20h30 et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 30, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 26 Mai 2016

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine


Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 12/07/2016
Reçu en préfecture le 12/07/2016 n° **DM16-65**
Affiché le 
ID : 093-219300530-20160711-DM16_65-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PRET POUR LE SECTEUR PUBLIC LOCAL

PSPL/PCV¹ - PRUAM - PPU

AUX COLLECTIVITES TERRITORIALES ET A LEURS GROUPEMENTS

DECISION OU ARRETE D'AUTORISATION D'EMPRUNT

Taux révisable LA / Inflation / Taux fixe

OBJET :Réalisation d'un Contrat de Prêt **PRU** d'un montant total de 2 800 000 € auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour le financement de l'opération d'investissement du Groupe Scolaire Jean Renoir, démolition et reconstruction PRU s'inscrivant dans le cadre de la sous-enveloppe « Prêts Croissance Verte » (PCV) dédiée aux projets liés à la transition écologique, ou celle de l'enveloppe « ressource BEI ».

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2122-22 et L2122-23,
Vu la délibération du conseil municipal du 14 Avril 2014 portant délégation de pouvoirs au Maire de la ville de NOISY-LE-SEC, en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, et notamment la réalisation des emprunts prévus au budget et de gestion active de la dette.

Vu l'arrêté municipal n° 10-1884 et notamment l'article 1^{er} et l'article 2, Monsieur Dref MENDACI en qualité d'Adjoint d'Adjoint au Maire, reçoit délégation permanente de fonction, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, sur les secteurs des finances et du développement économique et l'autorise au titre de cette délégation à signer tous types d'actes relatifs aux secteurs des finances et du développement économique, qu'ils relèvent des compétences propres du Maire ; des décisions prises sur le fondement de l'article L.2122-22 3°. 7° et 21° du code général des collectivités territoriales ou d'une délibération exécutoire du Conseil Municipal.

Vu le budget primitif 2016 de la ville de Noisy-le-Sec,

Vu la mise en concurrence effectuée auprès d'établissements bancaires,

Vu la proposition établie par la Caisse des Dépôts et Consignations
Accordée au Maire en date du 14 /03/2016

Le Maire de la ville de Noisy-le-Sec, après avoir pris connaissance en tous ses termes de l'offre de la Caisse des Dépôts et Consignations

DECIDE

Article 1^{er} :

De contracter auprès de la Caisse des Dépôts un Contrat de Prêt composé d'une Ligne du Prêt d'un montant total de 2 800 000 € et dont les caractéristiques financières sont les suivantes :

Ligne du Prêt : PRU

Montant : 2 800 000 euros

Durée de la phase de préfinancement : 3 à 36 mois

Durée d'amortissement : 25 ans

Périodicité des échéances : Annuelle

Index : Livret A 0.75 %

Taux d'intérêt actuariel annuel : Taux du LA en vigueur à la date d'effet du contrat + 0,60 % (PRUAM)

Révisabilité du taux d'intérêt à chaque échéance : en fonction de la variation du taux LA

Amortissement : déduit

Typologie Gissler : 1A

Base de calcul des intérêts : 360/360 jours

Remboursement anticipé : indemnité forfaitaire égale à 6 mois d'intérêts

Commission d'instruction du dossier : 0.06 % du montant prêté avec un plafond de 20 000 € (0.06 * 2 800 000 / 100), soit 1 680 €.

Commission du débit : Néant

Intérêt de retard : Taux de l'index en vigueur + 6 %

Article 2 :

Donne à Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire pour toutes signatures se rapportant à ce dossier, notamment le contrat de prêt, et pour procéder ultérieurement, sans autre délibération, à l'ensemble des opérations consécutives à l'exécution du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

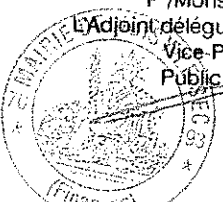
Article 3 :

La présente décision ainsi que le contrat de prêt s'y référant seront transmis à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, à Monsieur le Trésorier et la Caisse des Dépôts et consignations.

A.Noisy-le-Sec, le

11 JUIL. 2016

P*/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement
Public Territorial « Est Ensemble »
Dref MENDACI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 05/07/2016
Reçu en préfecture le 05/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160705-DM16_66-AI

N° **DM16-66**

SLO

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE PRET A HAUTEUR DE 5 000 000 EUROS FINANCEMENT POUR LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 2016 ET CONTRACTE ENTRE LA CAISSE D'EPARGNE ILE DE FRANCE ET LA VILLE DE NOISY LE SEC

Monsieur le Maire de Noisy-le-sec,

Vu les articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal du 14 Avril 2014 portant délégation de pouvoirs au Maire de la ville de NOISY-LE-SEC, en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, et notamment la réalisation des emprunts prévus au budget et de gestion active de la dette.

Vu l'arrêté municipal n° 10-1884 et notamment l'article 1^{er} et l'article 2, Monsieur Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire, reçoit délégation permanente de fonction, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, sur les secteurs des finances et du développement économique et l'autorise au titre de cette délégation à signer tous types d'actes relatifs aux secteurs des finances et du développement économique, qu'ils relèvent des compétences propres du Maire ; des décisions prises sur le fondement de l'article L.2122-22 3°. 7° et 21° du code général des collectivités territoriales ou d'une délibération exécutoire du Conseil Municipal.

Vu le budget primitif 2016 de la ville de Noisy-le-sec,

Vu la mise en concurrence effectuée auprès d'établissements bancaires,

Vu la proposition établie par la Caisse d'Epargne Ile de France

Le Maire de la ville de Noisy-le-Sec, après avoir pris connaissance en tous ses termes de l'offre de la Caisse D'Epargne Ile de France

DECIDE

Article 1^{er} :

De retenir la proposition de la Caisse d'Epargne Ile de France pour une convention de financement FLEXILIS d'un montant de 5 000 000 euros (cinq millions euros) avec les caractéristiques suivantes :

- Phase de mobilisation (revolving)

Echéance au 30 Novembre 2017

Index Euribor 3, 6 et 12 mois + marge de 1.03 %

- Phase de consolidation

- Durée : 25 ans
Taux Fixe : Taux fixe du swap emprunteur contre Euribor3, 6 et 12 mois + marge de 1.03 %
Taux révisable : Euribor 3, 6 ou 12 mois + marge de 1.03 %
- Durée : entre 16 et 20 ans
Taux Fixe : Taux fixe du swap emprunteur contre Euribor 6 mois + marge de 1.03 %
Taux révisable : Euribor 3, 6 ou 12 mois + marge de 0.96 %

Périodicité : annuelle, trimestrielle ou semestrielle

Amortissement constant

Commission de non utilisation : sans

Frais de dossiers : 2 500 € (0.05 % du montant emprunté)

Article 2 :

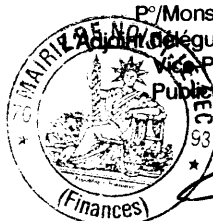
Donne pouvoir à Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire pour toutes signatures se rapportant à ce dossier, notamment le contrat de prêt, et pour procéder ultérieurement, sans autre délibération, à l'ensemble des opérations consécutives à l'exécution du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Article 3 :

La présente décision ainsi que le contrat de prêt s'y référant seront transmis à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, à Monsieur le Trésorier et la Caisse d'Epargne Ile de France.

Fait à Noisy-le-Sec, le 5 Juillet 2016



P./Monsieur le Maire, Laurent Rivoire
Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement
Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/06/2016
Reçu en préfecture le 28/06/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160620-DM16_67-AU

N° D16
67

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PROCEDURE ADAPTEE N° 2014/4546 Contrôle des équipements des aires de jeux Avenant n°1 au contrat signé avec CERES CONTROL

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2015 relatif aux marchés publics,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire,

Considérant la nécessité de conclure un avenant au marché relatif au contrôle des équipements des aires de jeux,

DECIDE

Article 1 : De signer l'avenant n°1 avec la société CERES CONTROL sise 34 Rue de l'Erier ; B.P. 10 , CS 40010 à La Motte Servolex cedex (73291).

Article 2 : Que la période initiale est supérieure aux 12 mois de délai d'exécution prévu au marché. Il s'en suit que la visite du mois de mai 2016 est comprise dans la période initiale et porte à 5 le nombre de visites pour cette période. Le présent avenant a donc pour objet de corriger le prix global et forfaitaire correspondant à la période initiale qui s'élève à 3 880,00 € HT soit 3 768 € TTC.

Le prix global et forfaitaire reste inchangé pour les périodes de reconductions qui elles s'exécuteront sur 12 mois, soit 3 104,00 € HT soit 3 768 € TTC

Article 3 : Que l'avenant prendra effet à compter de sa notification à CERES CONTROL.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Voirie circulation et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 20 juin 2016

P^x Monsieur le Maire
Et par délégation,

Marie-Rose HARENGER
Adjointe déléguée à la commande publique



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/07/2016
Reçu en préfecture le 01/07/2016 N° 16-68
Affiché le
ID : 093-219300530-20160630-DM16_68-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DANS LE CADRE D'UNE RESIDENCE ARTISTIQUE DE COMMISSAIRE D'EXPOSITION PASSEE ENTRE VANESSA DESCLAUX ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de Vanessa Desclaux, commissaire d'exposition en résidence pour accompagner une production d'exposition à la Galerie, intitulée « Tes mains dans mes chaussures », du 1^{er} septembre 2016 au 15 juillet 2016.

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de commissaire d'exposition passée avec Vanessa Desclaux, demeurant 31 rue du Niger – 75012 Paris pour :

- ses frais de déplacement, transport en commun, repas : un montant maximum de 1000 € (mille euros) TTC
- ses honoraires : une somme forfaitaire de 4000 € (quatre mille euros) TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période ci-dessus mentionnée et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 30 juin 2016

P/o le Maire
Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/07/2016 N° 16-69
Reçu en préfecture le 01/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160630-DM16_69-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESENTATION D'OEUVRES PASSEE ENTRE ALICIA FRANKOVICH ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « LES LIMBES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de réaliser et mettre en espace des oeuvres dans le cadre de l'exposition « Les Limbes » à La Galerie, du 21 mai au 16 juillet 2016,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec Alicia FRANKOVICH, domiciliée Novalisstr. 13 – 10115 Berlin – Allemagne, relative à :

- Honoraires artistiques : 500 € (cent cents euros) TTC
- Frais de réalisation plafonnés à : 300 € (trois cents euros) TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période du 21 mai au 16 juillet 2016 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 30 juin 2016

Po le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 01/07/2016
Reçu en préfecture le 01/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160701-DM16_70-AU

N° DM16-70

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction des Equipements et du Cadre de vie
Centre Technique Municipal / Garage
CF/ED/AE/2016-07

ACHAT D'UN VEHICULE RENAULT KANGOO MAXI

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à monsieur le maire en vertu de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°14-878 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction à monsieur HAMRANI 3^{ème} adjoint au maire, et notamment son article 3,

Vu le code des marchés publics, et notamment son article 28 III,

Considérant la nécessité de remplacer le véhicule volé CITROEN JUMPY immatriculé CL-561-CB,

DECIDE

Article 1 : D'acheter le véhicule RENAULT KANGOO MAXI à la société VILLEMOMBLE AUTOMOBILES sis 42 avenue Aristide Briand 93320 Les Pavillons-sous-Bois,

Article 2 : Que le montant du véhicule est de 9 990,00 € TTC,

Article 3 : Que le véhicule sera livré à réception du bon de commande,

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
monsieur le préfet de Bobigny, monsieur le comptable public de Rosny-Sous-Bois, au centre technique municipal et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 01 JUL. 2016
P°/ monsieur le maire, Laurent
RIVOIRE, le 3^{ème} adjoint au maire

Karim HAMRANI



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 26/07/2016

Reçu en préfecture le 26/07/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160713-AOO_16_4596-AU

N°

DI6

71

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPEL D'OFFRES OUVERT 2016/4596 NETTOYAGE DES LOCAUX ET DES VITRES DES BATIMENTS DE LA VILLE Approbation du contrat avec Guilbert Propreté

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 15 juin 2016 d'attribuer le marché à GUILBERT PROPRETE

Considérant la nécessité de nettoyer les locaux et les vitres des bâtiments de la ville suite à une à une mise en concurrence

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec GUILBERT PROPRETE sise 134 Avenue Henri Barbusse à BONDY (93140) dans les conditions suivantes : le prix du marché est un prix mixte comprenant un prix global et forfaitaire pour les prestations courantes qui s'élève à 519 984 € HT et à un prix horaire de 22,20 € HT. Les prestations ponctuelles seront rémunérées par un prix unitaire sans montant minimum ni maximum

Article 2 : Que le contrat prendra effet à compter du 1^{er} août 2016,

Article 3 : La durée du marché débute à compter de la date de notification du marché au titulaire pour une durée de 1 an. Le marché pourra être reconduit selon les conditions suivantes : 3 reconductions possibles à la date anniversaire de la notification du contrat.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au service Enfance-Enseignement-Entretien et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 16 JUIL. 2016
P/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Envoyé en préfecture le 12/07/2016

N°DM16-12

Reçu en préfecture le 12/07/2016

Affiché le

SLOV

ID : 093-219300530-20160706-DM16_72-AU

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction des Equipements et du Cadre de vie
Centre Technique Municipal / Garage
CF/ED/AE/2016-06

CESSION DU VEHICULE PIAGGIO PORTER IMMATRICULE CV-609-CB

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014_14_04_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

Vu l'estimation des réparations établie le 22 décembre 2015 par la société URBACAR SERVICES EQUIPEMENTS.

Vu la vente aux enchères du véhicule PIAGGIO PORTER immatriculé CV-609-CB sur le site Internet Agorastore.fr.

Considérant la proposition de la société SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT pour l'acquisition du véhicule PIAGGIO PORTER immatriculé CV-609-CB (1^{ère} mise en circulation le 27/05/2013).

DECIDE

Article 1

Il sera procédé à la vente du véhicule PIAGGIO PORTER immatriculé CV-609-CB à la société SAEM NOISY-LE-SEC HABITAT pour un montant de 1 575,00 Euros.

Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

Article 3

La présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances.

Fait à Noisy-le-Sec, le 6 juillet 2016

L'Adjoint au Maire chargé des travaux, de la voirie et du développement durable

Laurent VOIRE

M Karim HAMRANI

Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/07/2016 N° 16-73
Reçu en préfecture le 13/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160706-DM16_73-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE PRESENTATION D'OEUVRE PASSEE ENTRE MYRIAM LEFKOWITZ ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « LES LIMBES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de réaliser et mettre en espace une œuvre dans le cadre de l'exposition « Les Limbes » à La Galerie, du 21 mai au 16 juillet 2016,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée avec Myriam LEFKOWITZ, domiciliée 41 rue du Pré Saint Gervais – 93500 Pantin, relative à :

- Honoraires artistiques : 500 € (cent cents euros) TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période du 21 mai au 16 juillet 2016 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 6 juillet 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, 1^{er} adjoint au Maire
M. Laurent RIVOIRE, chargé de la culture et du patrimoine
L'Adjointe au Maire chargée de la santé,
de la prévention et de la cohésion sociale
Mme Elisabeth LEFEUVRE
Jean THARY
(DAC)

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/07/2016
Reçu en préfecture le 18/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160711-DM16_74-AU

N° 16-74

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE ICINORI ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition d'Icinori d'illustrer le journal enfant de l'exposition 1 sur 3 qui ouvrira à la Galerie, le 23 septembre 2016 et intitulée « Tes mains dans mes chaussures »,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Icinori - 20 venelle de la Boeche – 45000 Orleans, pour :

- une somme forfaitaire de 600 € (six cents euros) TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période ci-dessus mentionnée et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 11 juillet 2016

P/o le Maire
Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine




Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 26/07/2016
 Reçu en préfecture le 26/07/2016 N° 16-75
 Affiché le 
 ID : 093-219300530-20160725-DM16_75-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
 (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR UN APPARTEMENT SIS 7 RUE ANATOLE FRANCE A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.211-1 et suivants, L.213-2, R.213-8 et suivants, D.213-13-3 et -4, ainsi que l'article L.300-1,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par le Conseil Municipal le 15 novembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°01.03 en date du 13 décembre 2001, reçue en Préfecture le 20 décembre 2001, instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2008 reçue en préfecture le 6 mars 2008, puis par une délibération en date du 23 mai 2013 reçue en préfecture le 3 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014, reçue en Préfecture le 17 avril 2014 référencée n° 2014/14-04-01 donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le Droit de Préemption Urbain,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 15 mai 2014, reçue en Préfecture le 26 mai 2014, référencée n° 2014/05-08, relative à l'instauration d'un périmètre d'étude au sein de l'îlot Frépillon,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner un bien sis 7 rue Anatole France à Noisy-le-Sec, cadastré section S n° 200 ainsi que les droits indivis attachés à la parcelle cadastrée section S n° 194, appartenant à Monsieur TAILLANDER Jean-Paul, reçue en Mairie le 25 mai 2016,

Vu l'avis des Services Fiscaux en date du 18 juillet 2016,

Vu la demande de visite notifiée par la Mairie au propriétaire et à son mandataire le 23 juin 2016 conformément à l'article L. 213-2 et D. 213-13-1 et suivants du code de l'urbanisme,

Vu le rapport contradictoire établi à la suite de la visite effectuée le 7 juillet 2016, portant ainsi le délai d'instruction de la déclaration d'intention d'aliéner au 7 août 2016,

Considérant la situation stratégique de ce bien, situé sur un îlot bâti délimité par les rues Anatole France, Frépillon et Hélène, au sein du quartier Centre Ville Mairie, et à proximité de terrains sur lesquels d'importantes opérations de constructions sont actuellement en cours de réalisation,



Considérant la volonté de la Ville d'initier de nouveaux projets aux abords des grands axes structurants, tels que la rue Anatole France,

Considérant la volonté de la Ville dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, et notamment de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables de renouveler les tissus mixtes d'habitat et d'activités des secteurs plus particulièrement accessibles par les transports en commun, et de favoriser la réalisation de programme de logements de qualité intégré à l'environnement urbain du quartier,

Considérant la volonté de la Ville de conforter et développer les implantations commerciales en rez-de-chaussée d'immeubles, notamment le long des axes principaux de la Ville, dans un souci d'amélioration du cadre de vie des habitants noiséens et de promotion de l'animation urbaine,

Considérant l'opportunité pour la Ville de mener une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme dont la mise en œuvre nécessite de disposer d'une emprise cohérente, via un remembrement préalable, englobant les parcelles voisines et notamment la parcelle sise 5 rue Anatole France, appartenant à la Ville depuis 2011,

Considérant les études réalisées par les services de la Ville sur ce périmètre, conduisant à l'élaboration d'un programme immobilier de logements neufs et de commerces en rez-de-chaussée, en lien avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, et notamment, l'objectif de participer à l'effort de construction de logements sur le territoire,

Considérant que la Ville a d'ores et déjà acquis un appartement au sein de cette même copropriété, et plus précisément les lots 13 et 18 par le biais du droit de préemption et constaté par un acte authentique en date du 20 mai 2014,

Considérant en conséquence qu'il est aujourd'hui nécessaire pour la Ville d'exercer son Droit de Préemption Urbain à l'occasion de la présente aliénation,

DECIDE

Article 1

D'acquérir, par exercice du droit de préemption urbain, au nom de la Ville, un bien sis 7 rue Anatole France, à Noisy-le-Sec, situé sur la parcelle cadastrée section S n° 200, composé d'un appartement d'une surface habitable de 53,90 m² (lot 14) et d'une cave (lot 15), ainsi que les droits indivis attachés à la parcelle cadastrée section S n° 194, pour un montant de 165.000 Euros (CENT SOIXANTE CINQ MILLE EUROS) auquel s'ajoute une commission à la charge de l'acquéreur d'un montant de 15.000 Euros (QUINZE MILLE EUROS), en vue de réaliser les objectifs susvisés.

Article 2

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget de la Commune.

Article 3

Considérant que l'exercice du droit de préemption urbain s'opère à un prix différent de celui proposé par le vendeur dans la déclaration d'intention d'aliéner et conformément à l'article R. 213-10 du code de l'urbanisme, celui devra notifier à la Ville de Noisy-le-Sec :



- soit qu'il accepte le prix proposé par la Ville de Noisy-le-Sec,
- soit qu'il maintient le prix figurant dans sa déclaration et accepte que le prix soit **fixé** par la juridiction compétente en matière d'expropriation,
- soit qu'il renonce à l'aliénation.

Le silence du propriétaire dans le délai de deux mois mentionné au présent article équivaut à une renonciation d'aliéner.

Article 4

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 5

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune. Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis - 1 Esplanade Jean-Moulin – 93007 Bobigny
- Trésorerie de Seine-Saint-Denis – 5, rue de Lisbonne – 93110 ROSNY SOUS BOIS
- Maître Emmanuel VOLLET – 108 avenue de la République – 93140 BONDY
- Monsieur Jean-Paul TAILLANDER, demeurant 24 route de Marcilly à CHILLEURS-AUX-BOIS (45170),

Fait à Noisy-le-Sec, le **25 JUL. 2016**

Monsieur Laurent RIVOIRE

Le Maire de Noisy-le-Sec
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/07/2016
Reçu en préfecture le 28/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160719-DM16_76-CC

N° 16-76

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL A USAGE D'ATELIER ET D'HABITATION AU PROFIT DE MADAME CHAPUIS-SCHMITZ

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attribution à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article 2211-1,

Considérant que La Galerie, Centre d'art contemporain, accueille l'artiste Madame Delphine Chapuis-Schmitz, à l'issue d'un jury de sélection, en résidence à Noisy-le-Sec du 1^{er} juillet 2016 au 31 août 2016,

Considérant que Madame Delphine Chapuis-Schmitz a été choisie par un jury pour son projet artistique qu'elle mettra en place avec l'équipe de La Galerie,

Considérant que la ville de Noisy-le-Sec met à disposition un local à usage d'atelier et d'habitation au commissaire d'exposition pour l'accompagnement et le bon fonctionnement de son projet à la Galerie,

DECIDE

Article 1 : de signer une convention de mise à disposition d'un local à usage d'atelier et d'habitation situé au 4 square Crainquebille avec Delphine Chapuis-Schmitz artiste en résidence à La Galerie du 1^{er} juillet 2016 au 31 août 2016.

Article 2 : que le local à usage d'atelier et d'habitation mentionné ci-dessus sera mis à disposition à titre gratuit au profit de l'artiste.

Article 3 : que la convention qui prend effet à compter du 1^{er} juillet 2016, arrivera à son terme le 31 août 2016.

Article 4 : que le présent contrat est sans incidence sur le budget en cours,

Article 5 : ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de Bobigny, Monsieur le Comptable Public de Rosny-sous-bois, à la direction des affaires juridiques, à la Direction de la culture et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 19 juillet 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/07/2016 N° 16-77
Reçu en préfecture le 28/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160713-DM16_77-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE DELPHINE CHAPUIS SCHMITZ ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION : « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de produire plusieurs textes autour de l'exposition « Tes mains dans mes chaussures » dans le cadre de sa résidence d'Auteur du 1er juillet 2016 au 31 août 2016,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droit de production passée avec Delphine Chapuis Schmitz, demeurant Erismannstrasse, 52 – 80004 ZURICH - SUISSE, relative à :

- Frais de réalisation : 5000 € (cinq mille euros) TTC
- Honoraires artistiques : 2000 € (deux mille euros) TTC
- Frais d'hébergement et déplacement : 2 x 70 € (soit 140 €) cent quarante euros TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période du 1er juillet 2016 au 31 août 2016 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 13 juillet 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/07/2016 N° 16-78
Reçu en préfecture le 28/07/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160719-DM16_78-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DE DROITS D'AUTEUR PASSEE ENTRE MARIE PROYART ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EXPOSITION « TES MAINS DANS MES CHAUSSURES »)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'auteur artiste graphiste de créer un principe graphique décliné sur différents supports de communication dans le cadre l'exposition "Tes mains dans mes chaussures" ouverte à la Galerie le 23 septembre 2016,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droits d'auteur passée avec Marie Proyart sise 8 rue Polonceau – 75008 Paris, relative à :

- Frais de réalisation plafonnés à 200 € TTC
- Droits d'auteur, montant forfaitaire : 3360, 50 € TTC (payables en deux fois, dont 50% à la commande)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la période de l'exposition et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 19 juillet 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 14/09/2016 N° 16-79
Reçu en préfecture le 14/09/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160811-DM16_79-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSION DE DROITS D'AUTEUR ET DE DIFFUSION PASSEE ENTRE ZOE GRAY ET LA VILLE POUR LA GALERIE CENTRE D'ART CONTEMPORAIN (EDITION MONOGRAPHIE EMMANUELLE LAINE)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de l'artiste de produire un manuscrit sur le travail de l'artiste Emmanuelle Lainé en langue anglaise et sous forme exploitable par l'éditeur pour le 12 août 2016, dans le cadre de l'édition monographique numérique destinée à être mise en ligne,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession de droit de production et de diffusion passée avec Zoé Gray, demeurant Avenue Jottrand 28 – 1210 Bruxelles – Belgique, relative à :

- Droits d'auteur 1000 € (mille euros) TTC

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date précitée et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifiée à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 11 août 2016

Po le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 04/08/2016

Reçu en préfecture le 04/08/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160804-DM16_80-CC

N° DM 16-80

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPEL D'OFFRES OUVERT 2016/4600

Location, pose et dépose de décors lumineux, prestations électriques pour manifestations locales

Approbation du contrat passé avec Entreprise Michel FERRAZ (CITEOS)

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.01 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions au Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction accordée à Madame Harenger, 6^{ème} adjoint au Maire,

Vu la décision de la commission d'appel d'offres du 6 juillet 2016 d'attribuer le marché à Entreprise Michel FERRAZ (CITEOS)

Considérant la nécessité de passer un marché public pour la location, la pose et la dépose des décors lumineux et prestations électriques pour manifestations locales suite à une mise en concurrence,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec Entreprise Michel FERRAS (CITEOS) sise Parc des Guillaumes - bât 2 – 58 rue de Neuilly à Noisy-le-Sec (93130);

Article 2 : Que l'accord-cadre sans minimum ni maximum est passé en application des articles 78 et 79 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande;

Article 3 : L'accord-cadre à bons de commandes est conclu à compter de la notification du marché pour une durée ferme de 3 ans;

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours;

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, au service Marchés publics, au Centre Technique Municipal et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le
P^o/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjointe au Maire chargée de la
commande publique

Mme Marie-Rose HARENGER

04 AOUT 2016

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/08/2016	N° 16-81
Reçu en préfecture le 09/08/2016	
Affiché le	
ID : 093-219300530-20160728-DM16_81-CC	

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSE ENTRE L'UNION NATIONALE DES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE « SAGE COMME UN ORAGE »

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Union nationale des jeunes musicales de France pour deux représentations du spectacle intitulé " Sage comme un orage " qui auront lieu le 21 mars 2017 à 10 h 30 et 14 h 30 en salle des mariages - Mairie de Noisy-le-Sec dans le cadre du « Cercle à musique »

D E C I D E

Article 1: Approuve le contrat de cession du droit d'exploitation passé avec L'Union Nationale des Jeunes Musicales de France (JMF) – 20 rue Geoffroy L'Asnier - 75004 Paris pour un montant de 2.160 euros TTC (deux mille cent soixante euros toutes taxes comprises)

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du 21 mars 2017 et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 28 juillet 2016

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 09/08/2016
Reçu en préfecture le 09/08/2016 N° 16-82
Affiché le
ID : 093-219300530-20160728-DM16_82-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSE ENTRE L'UNION NATIONALE DES JEUNESSES MUSICALES DE FRANCE (FINN Mc COOL...LEGENDS D'EIRES)

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de contrat présentée par l'Union nationale des jeunes musicales de France pour deux représentations du spectacle intitulé " Finn Mc Cool...Legends d'Eires " qui auront lieu le 31 janvier 2017 à 10 h 30 et 14 h 30 en salle des mariages - Mairie de Noisy-le-Sec dans le cadre du « Cercle à musique »

D E C I D E

Article 1 : Approuve le contrat de cession du droit d'exploitation passé avec L'Union Nationale des Jeunes Musicales de France (JMF) – 20 rue Geoffroy L'Asnier - 75004 Paris pour un montant de 2.240 euros TTC (deux cent quarante euros toutes taxes comprises)

Article 2 : Précise que ce contrat est passé pour la journée du 31 janvier 2017 et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 28 juillet 2016

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 11/08/2016
 Reçu en préfecture le 11/08/2016
 Affiché le
 ID : 093-219300530-20160810-DM16_83-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
 (art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

PROCEDURE ADAPTEE – MARCHÉ MD_16/0001

ETUDE DE MISE EN ACCESSIBILITE DE TROIS POINTS D'ARRETS DE BUS Approbation du contrat avec ETUDES DE STRUCTURES ET D'EQUIPEMENTS

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.04.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°16-1098 du 5 juillet 2016 concernant la délégation temporaire de fonction à Monsieur SOLIGNY, et notamment son 1^{er} article.

Vu le décret n°2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et notamment son article 30

Considérant le besoin de mettre en accessibilité les arrêts de bus « 11 novembre 1918 » (dans les deux sens) et « Les Guillaumes » (en direction de Rosny-sous-Bois),

Considérant la nécessité de réaliser une étude pour l'aménagement de ces trois arrêts, en vue de travaux subventionnés par le STIF,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société ETUDES DE STRUCTURES ET D'EQUIPEMENTS (nom commercial : DEGOUY ROUTES & OUVRAGES).

Article 2 : Que le montant global et forfaitaire s'élève à 5 000 € HT soit 6 000 € TTC.

Article 3 : Que le délai maximum d'exécution des prestations est de deux mois à compter de la notification du marché.

Article 4 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à ETUDES DE STRUCTURES ET D'EQUIPEMENTS

Article 5 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours,

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :

M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-Sous-Bois, à la Direction des Assemblées, des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, à la Direction du Développement Urbain et Economique et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, le 10 AOUT 2016
 P°/M. Le Maire, Laurent RIVOIRE

L'Adjoint au Maire délégué aux
 quartiers Petit Noisy, Merlan, et
 Londeau,

M. Marcel SOLIGNY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 16/08/2016

Reçu en préfecture le 16/08/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160812-DM16_84-CC

N°

DI6-84

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE n°2015/4585

**Mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une
procédure type loi MOP dans le cadre de la construction d'un groupe scolaire de 32
classes et du gymnase associé**
Approbation de la signature de l'avenant n°1

Le Maire

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.01.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6ème adjoint au Maire, et notamment son article 2,

Vu l'arrêté n°16-1320 du 8 août 2016 concernant la délégation temporaire de Monsieur Soligny adjoint de quartier, et notamment son article 2

Vu le décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics, et notamment son article 20,

Vu le marché n° 2015/4585 relatif à la mission de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le lancement d'une procédure type loi MOP dans le cadre de la construction d'un groupe scolaire de 32 classes et du gymnase associé

Considérant les problématiques fonctionnelles relatives à la phase 1-1 de la mission de programmation du marché initial et la nécessité de réaliser un quatrième scénario de faisabilité,

DECIDE

Article 1 : De signer l'avenant n°1 avec la société ARTELIA sise 2 Avenue François Mitterrand à La Plaine St Denis (93210);

Article 2 : Que l'avenant a pour objet de prendre en compte les missions supplémentaires relatives à la phase 1-1 de pré programmation;

Article 3 : Le montant du présent avenant est égal à 3 230 00 €HT soit 3 876 00 € TTC. L'avenant emporte donc une augmentation de 9,09 % du montant initial du marché. Le nouveau montant du marché est égal à 38 750,00 € HT;

Article 4 : Que l'avenant prend effet à compter de sa notification à la société ARTELIA;

Article 5 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, au service Marchés publics, à la Direction des Bâtiments et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le

P°/ Monsieur le Maire
Et par délégation,

Marcel Soligny
Adjoint de quartier



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/08/2016
Reçu en préfecture le 18/08/2016
Affiché le 
ID : 093-219300530-20160818-DM16_85-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN AU PROFIT DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ILE-DE-FRANCE (EPFIF) DANS LE CADRE DE L'ALIENATION D'UN PAVILLON SIS 16, RUE DE PARIS A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.211-1 et suivants, l'article L.213-3, ainsi que les articles L.300-1 et L.300-4,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par la délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 01.03 en date du 13 décembre 2001, reçue en Préfecture le 20 décembre 2001, instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2008 reçue en Préfecture le 6 mars 2008, puis par une délibération en date du 23 mai 2013 reçue en Préfecture le 3 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014, référencée n° 2014/14-04.01, reçue en Préfecture le 17 avril 2014, donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la Ville le Droit de Préemption Urbain, et de déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 novembre 2007 approuvant le dossier de création de la ZAC de l'Ourcq et autorisant la création de la ZAC, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 29 septembre 2011,

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Est Ensemble n° 2011-12-13-24 du 13 décembre 2011 déclarant d'intérêt communautaire la réalisation de la ZAC de la Plaine de l'Ourcq à Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2006-1140 en date du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France (EPFIF), modifié par le décret n° 2009-1542 en date du 11 décembre 2009,

Vu le décret n° 2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des Etablissements Publics Fonciers des Hauts-de-Seine, du Val d'Oise et des Yvelines et modifiant le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France,

Vu la Convention d'Intervention Foncière signée entre la Ville de Noisy-le-Sec et l'EPFIF, modifiée par trois avenants en date du 18 janvier 2010, du 27 janvier 2013 et du 6 juillet 2015,

Vu le traité de concession d'aménagement de la ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq signé par la Communauté d'Agglomération Est Ensemble et la Société Anonyme d'Economie mixte Sequano Aménagement, en date du 3 avril 2014,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner un bien n° 2016-184, réceptionnée en Mairie de Noisy-le-Sec le 1^{er} juin 2016, relative à la cession de biens immobiliers sis 16, rue de Paris, implantés sur la parcelle cadastrée

- section L n° 77 d'une superficie de 400 m², appartenant à Monsieur SOULAH Abu et Madame SULLY Valérie au prix de 300 000 euros libre de toute occupation ou location,

Vu l'avis de la Direction Nationale d'Interventions Domaniales en date du 1^{er} août 2016,

Vu la demande de documents complémentaires en date du 19 juillet 2016 établie conformément à l'article R. 213-7 du Code de l'Urbanisme,

Vu les documents complémentaires transmis par Maître DUMONT et reçus en mairie le 26 juillet 2016, prolongeant le délai d'instruction de la déclaration d'intention d'aliéner au 26 août 2016, conformément à l'article L.213-2 du Code de l'Urbanisme,

Considérant que ledit bien est situé d'une part, dans le périmètre d'intervention foncière de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, tel que défini dans la convention sus – mentionnée, et d'autre part, dans le périmètre de la ZAC du Quartier Durable de la Plaine de l'Ourcq, projet de réaménagement du secteur de l'Ourcq, mené conjointement par la Ville de Noisy-le-Sec et le Territoire d'Est Ensemble, suite à la déclaration d'intérêt communautaire de cette opération,

- Considérant que son acquisition par voie de préemption, par l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France permettra ainsi son portage foncier par ce dernier, conformément aux dispositions de la convention d'intervention foncière mentionnée ci – avant, et ce en vue de l'aboutissement du projet d'aménagement du territoire de l'Ourcq,

Considérant qu'il convient à ce titre de déléguer le Droit de Préemption Urbain au profit de l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France à l'occasion de l'aliénation ci – avant mentionnée,

D E C I D E

Article 1

En application des dispositions de l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme, le Droit de Préemption Urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France à l'occasion de l'aliénation du bien sis 16, rue de Paris à Noisy-le-Sec, situé sur la parcelle cadastrée section L n° 77, tel que décrit dans la Déclaration d'Intention d'Aliéner reçue en Mairie le 1^{er} juin 2016 et les pièces complémentaires reçues par la Mairie le 26 juillet 2016 suite à sa demande datée du 19 juillet 2016,

Article 2

L'exercice du Droit de Préemption par l'Etablissement Public d'Ile-de-France, par délégation de la Ville et en exécution de la présente décision, sera mis en œuvre en vue du portage foncier prévu à la convention d'intervention foncière susvisée.

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.



Article 4

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune. Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis -1 Esplanade Jean-Moulin – 93007 BOBIGNY
- Maître Frédéric DUMONT – 1, avenue Walwein – 93100 MONTREUIL
- Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France – 14, rue Ferrus – PARIS (75014)
- Monsieur SOULAH Abu – 16, rue de Paris – NOISY LE SEC (93130)
- Madame SULLY Valérie – 16, rue de Paris – NOISY LE SEC (93130)
- SCI ZAG représentée par Monsieur ASSOULINE Acher – 23, avenue de Messine – PARIS (75008)

Fait à Noisy-le-Sec, le

18 AOUT 2016



Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec,

Vice - Président de la Métropole du Grand Paris

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 18/08/2016
Reçu en préfecture le 18/08/2016
Affiché le 
ID : 093-219300530-20160818-DM16_86-AI

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR UN PAVILLON SIS 11, AVENUE DE GAGNY A NOISY-LE-SEC

Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.2122-22,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L.211-1 et suivants, L.213-2-1, R.213-8 et suivants, D. 213-13-1 et suivants, ainsi que l'article L.300-1,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Noisy-le-Sec approuvé par le Conseil Municipal le 15 novembre 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 01.03 en date du 13 décembre 2001, reçue en Préfecture le 20 décembre 2001, instituant le droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec, modifiée par une délibération du Conseil Municipal en date du 28 février 2008 reçue en Préfecture le 6 mars 2008, puis par une délibération du Conseil Municipal en date du 23 mai 2013 reçue en Préfecture le 3 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014, reçue en Préfecture le 17 avril 2014 référencée n° 2014/14-04-01 donnant délégation au Maire d'exercer au nom de la ville le Droit de Préemption Urbain,

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner un bien sis 11, avenue de Gagny à Noisy-le-Sec, cadastré section AK n° 86, appartenant à Monsieur HAUPERT Marcel, reçue en Mairie le 25 mai 2016,

Vu la demande de visite en application de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 (loi Alur), et l'article L 213-2 du Code de l'Urbanisme, effectuée le 29 juillet 2016, portant le délai d'instruction de la déclaration d'intention d'aliéner au 29 août 2016,

Vu l'avis des Services Fiscaux en date du 29 juillet 2016,

Considérant que la Municipalité Noiséenne a, dans le cadre de son projet d'aménagement et de développement durables, identifié le secteur situé à l'intersection de l'avenue de Rosny, la rue de Brément et l'avenue de Gagny (au sein duquel se situe le bien, objet de la déclaration d'intention d'aliéner) comme un des secteurs de mutation du territoire, et ce en vue de la création de nouvelles opérations de logements de qualité,

Considérant en outre la volonté de la Ville de réqualifier les entrées de Ville et d'initier de nouveaux projets aux abords des grands axes structurants, tels que la rue de Brément, pôle majeur d'intensité urbaine,

Considérant l'opportunité de mener une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, visant notamment à renouveler le tissu d'habitat privé et reconfigurer le front urbain le long de l'avenue de Gagny, dans la continuité des opérations en cours (*NPNRU du Londeau, Opération Pierre Feuillère, Ilôt Brément*),

Considérant que la mise en œuvre de ces orientations nécessite l'acquisition des emprises foncières au fur et à mesure des aliénations,

Considérant que l'acquisition du bien concerné par la déclaration d'intention d'aliéner est donc nécessaire en vue de la mise en œuvre des objectifs ci avant mentionnés.

D E C I D E

Article 1

D'acquérir, par exercice du droit de préemption urbain, au nom de la Ville, un bien sis 11, avenue de Gagny, à Noisy-le-Sec, situé sur la parcelle cadastrée section AK n° 86, composé d'un pavillon d'une surface habitable de 46 m², au prix de 127.000 Euros (CENT VINGT SEPT MILLE EUROS) en ce compris la commission d'un montant de 11.430 Euros à la charge du vendeur, en vue de réaliser les objectifs susvisés.

Article 2

Les dépenses liées à cette acquisition seront prévues au budget de la Commune.

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente décision.

Article 4

La présente décision sera soumise aux procédures de contrôle de légalité, d'affichage en Mairie, et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la Commune. Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis -1 Esplanade Jean-Moulin – 93007 BOBIGNY
- Trésorerie de Seine-Saint-Denis – 5, rue de Lisbonne – 93110 ROSNY SOUS BOIS
- Maître Maud NONNI-PEDRO – 10 rue Carnot – BP n° 26 - 93136 NOISY LE SEC CEDEX
- Monsieur Marcel HAUPERT, demeurant « Le Fort » - SAINT-CLEMENT (93250)
- Monsieur Alexis MAILLOLS, demeurant 15, rue du Puit Mottet – VILLIERS-SUR-MARNE (94350)

Fait à Noisy-le-Sec, le

18 AOUT 2016




Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec,
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/09/2016
Reçu en préfecture le 07/09/2016
Affiché le 
ID : 093-219300530-20160902-DM_16_87-CC

N° DM 16_8

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

ABONNEMENT TELEPHONIQUE AU RESEAU MPLS IP DE LA LIAISON D'ALARME POLICE B2P RAMSES EVOLUTION II Approbation du contrat signé avec la société GS4

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations d'abonnement téléphonique au réseau MPLS IP de la liaison d'alarme Police B2P Ramses Evolution II pour les activités relatives aux services de la Police Municipale,

DECIDE

Article 1 : De signer le contrat avec la société GS4, sise 10 rue Saint Nicolas – 75012 PARIS.
Pour une période initiale de 3 ans à compter du 05/09/2016.

Article 2 : Dit que le montant de cette prestation s'élève à 1 224,00 € H.T. par an.

Article 3 : Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société GS4.

Article 4 : La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, au service Direction des Achats et des Marchés, au service Direction des Systèmes d'Information, GS4 et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le - 2 SEP. 2016

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 07/09/2016
Reçu en préfecture le 07/09/2016
Affiché le
ID : 093-219300530-20160902-DM16_88-CC

N°
DM16_88

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

MAINTENANCE DU LOGICIEL PELEHAS FULL WEB Approbation du contrat signé avec la société AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE

Vu le Code Général des Collectivités territoriales, et notamment ses articles L 2122-22 et L 2122-23,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014/14.02.02 en date du 14 avril 2014 concernant la délégation d'attributions à Monsieur le Maire en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté n°14-881 du 17 avril 2014 concernant la délégation permanente de fonction au 6^{ème} adjoint au Maire, et notamment son article 3,

Vu le Code des Marchés Publics, et notamment ses articles 1, 27, 28 et 40.II,

Considérant la nécessité d'assurer les prestations de maintenance du logiciel Pelehas Full Web pour la gestion des activités relatives aux services de la Direction du Logement et de l'Habitat,

DECIDE

- Article 1 :** De signer le contrat avec la société AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE, sise 4, rue de la Couture - 77260 SAMMERON.
Pour une période initiale d'un an du 01/01/2017 au 31/12/2017, renouvelable chaque année par reconduction tacite, pour une durée globale ne pouvant excéder 3 ans.
- Article 2 :** Dit que le montant de cette prestation s'élève à 956,10 € H.T. par semestre soit 1 912,22 € H.T. par an.
- Article 3 :** Que le contrat prendra effet à compter de sa notification à la société AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE.
- Article 4 :** La dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.
- Article 5 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.
- Article 6 :** Ampliation de la présente Décision sera adressée à :
M. le Préfet de Bobigny, M. le Comptable public de Rosny-sous-Bois, au service Direction des Achats et des Marchés, au service Direction des Systèmes d'Information, AGENCE FRANÇAISE INFORMATIQUE et sera inscrite au recueil des actes administratifs de la commune.

Noisy-le-Sec, Le - 2 SEP. 2016

Laurent RIVOIRE
Maire de Noisy-le-Sec



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/09/2016

Reçu en préfecture le 15/09/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160629-DM16_89-CC

N° **DM 16-89**

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LES COMPAGNONS DE PIERRE MENARD ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle des Compagnons de Pierre Menard

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Les Compagnons de Pierre Menard, représenté par François-Xavier Lagarde, résidant 21 rue Tourat 33000 Bordeaux

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 3 décembre 2016

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1900 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 29 juin 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/09/2016

Reçu en préfecture le 15/09/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160617-DM16_90-CC

N° DM16_90

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE RAYMOND ET MERVEILLES ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Raymond et Merveilles

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Raymond et Merveilles, résidant 5 rue Monge 69100 Villeurbanne, représenté par Samia Hadj Chikh

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 30 novembre 2016

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1000 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 17 juin 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/09/2016

Reçu en préfecture le 15/09/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160617-DM16_91-CC

N° DM16-91

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE RAYMOND ET MERVEILLES ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Raymond et Merveilles

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Raymond et Merveilles, résidant 5 rue Monge 69100 Villeurbanne, représenté par Samia Hadj Chikh

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 4 janvier 2017

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 600 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 17 juin 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/09/2016

Reçu en préfecture le 15/09/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160831-DM16_92-CC

N° DM16_92

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION ENTRE ART'VERNE PRODUCTIONS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Art'Verne Productions

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Art'Verne productions représenté par Dominique Chelles, association domiciliée 27 avenue Julien 63000 Clermont Ferrand

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 3 décembre 2016

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 400 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 31 août 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/09/2016

Reçu en préfecture le 15/09/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160831-DM16_93-CC

N° DM16-93

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION ENTRE ART'VERNE PRODUCTIONS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Art'Verne Productions

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Art'Verne productions représenté par Dominique Chelles, association domiciliée 27 avenue Julien 63000 Clermont Ferrand

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 1^{er} octobre 2016

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 400 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 31 août 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/09/2016

Reçu en préfecture le 15/09/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160831-DM16_94-CC

N° DM16-94

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION ENTRE ART'VERNE PRODUCTIONS ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de Art'Verne Productions

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec Art'Verne productions représenté par Dominique Chelles, association domiciliée 27 avenue Julien 63000 Clermont Ferrand

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 1^{er} novembre 2016

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 400 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 31 août 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 15/09/2016

Reçu en préfecture le 15/09/2016

Affiché le

ID : 093-219300530-20160906-DM16_95-CC

N° DM16_95

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION DE CESSIION DES DROITS D'EXPLOITATION PASSEE ENTRE LA COMPAGNIE DU ROUGE GORGE ET LA VILLE POUR LA MEDIATHEQUE ROGER GOUHIER

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en son article L 2122.18 et L 2122.22,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 10-1880 du 24 décembre 2010, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant la proposition de convention de cession des droits d'exploitation d'un spectacle de la Compagnie du Rouge Gorge

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de cession passée avec la Compagnie du Rouge Gorge résidant 46 rue Armand Silvestre 92400 Courbevoie, représentée par Serge Yvars

Article 2 : Précise que la convention est passée pour la représentation du 5 octobre 2016

Article 3 : La dépense de la prestation s'élève à 1055 € TTC et est inscrite au budget de l'année considérée, chapitre 11, rubrique 321, nature 6188.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressée et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, Le 6 septembre 2016

P/o le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, l'adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

